

AGNÈS LECLAIR (Le Figaro du 21 09 2018 )

UNE VAGUE rose et bleu va-t-elle à nouveau déferler dans les rues ? En 2013 et 2014, l'ampleur du mouvement de contestation à la loi Taubira avait surpris tout le monde. Une loi sur la PMA pour toutes pourrait-elle à nouveau déplacer les foules ? Si personne ne se risque aujourd'hui à sortir sa boule de cristal, les opposants à l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de lesbiennes et aux femmes célibataires se mettent en ordre de bataille, alors que la perspective d'une loi se rapproche. Cet été, l'exécutif a annoncé que cette réforme serait au menu de la révision de la loi de bioéthique, dont l'examen est pour l'instant prévu début 2019. Le projet de loi du gouvernement doit être présenté en novembre. Très attendu, l'avis du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) sur la loi de bioéthique, présenté mardi prochain, marquera le début d'une séquence plus politique.

Le sujet de la PMA pour toutes sera au cœur de la sixième université d'été de la Manif pour tous, organisée ce week-end. Ces deux journées de réflexion rythmées par des conférences, comme celle du politologue Dominique Reynié sur le macronisme ou du philosophe Pierre Manent, directeur d'études honoraire à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), réuniront avant tout les cadres du mouvement. Le week-end dernier, c'est l'association lyonnaise Cosette et Gavroche, une des premières à s'être mobilisée contre la loi Taubira, qui organisait un colloque « qui a réuni 250 personnes, avant tout issues du monde médical », selon l'association.

Au-delà de ces rencontres entre « convaincus », le mouvement peut-il à nouveau mobiliser un grand nombre de Français ? « La question n'est pas de savoir s'il y aura des manifestations aussi immenses qu'en 2013 mais si elles seront plus importantes, défie Ludovine de la Rochère, à la tête du mouvement. Avec la PMA « sans père », on est au cœur du sujet qui heurte le plus les Français, soit le sujet du respect des droits et des besoins fondamentaux de l'enfant ». Cette dernière fait également valoir « l'expérience et le savoir-faire » du collectif en termes de mobilisation et d'organisation. « Nous avons des équipes constituées, des volontaires actifs en permanence, un réseau de milliers de personnes qui ne demandent qu'à se mettre au travail ». Si l'heure est pour l'instant plus au débat d'idées qu'à la préparation des pancartes, Ludovine de la Rochère juge que le mouvement « est prêt à descendre dans la rue du jour au lendemain » en cas de réforme sur la PMA. 61 % des Français estiment également que cette loi risquerait de susciter « des manifestations d'opposition très importantes parce qu'on toucherait aux droits de l'enfant », indique un sondage Ifop, réalisé du 18 au 19 septembre auprès d'un échantillon de 1 012 personnes, et commandé par la Manif pour tous. Enfin, la forte présence des anti-PMA aux états généraux de la bioéthique, organisés entre janvier et mai dernier, est interprétée comme un signal positif par les mouvements qui s'opposent à cette demande. À l'issue de cette consultation citoyenne, Jean-François Delfraissy, le président du CCNE a reconnu que l'ouverture de la PMA ne faisait pas consensus.

La volonté affichée par Emmanuel Macron de ne pas « humilier cette France-là » a-t-elle calmé les esprits ? Les cinq années écoulées depuis la loi Taubira ont-elles éteint les ardeurs militantes ? Selon plusieurs sondages sortis en 2018, environ 60 % des Français se disent favorables à la PMA pour toutes. Un pourcentage en nette progression. Sophie, cadre quadragénaire, estime par exemple que ses positions ont évolué depuis le mariage pour tous : « J'ai manifesté contre ce texte mais, aujourd'hui, je ne retournerai pas dans la rue. Les familles homoparentales sont entrées dans les mœurs ». Vincent, avocat d'affaire parisien qui a battu le pavé à plusieurs reprises en 2013, juge, quant à lui, le sujet de la PMA pour toutes « trop technique, trop complexe » pour manifester. « Les enjeux soulevés par la loi Taubira étaient plus simples », relève-t-il. « On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve »,

dit le proverbe inspiré d'Héraclite. Confrontée à un contexte très différent de « l'ère Hollande » et à un besoin de renouvellement, la Manif pour tous cherche de nouveaux visages pour incarner ses idées. Marie Marion est l'un d'entre eux. Cette étudiante en école d'infirmière de 20 ans a rejoint le mouvement dans le courant de l'année dernière. Elle a accepté de faire partie des porte-parole du mouvement pour lutter contre « la marchandisation du corps » et « la montée en puissance de la science dans le domaine de la procréation, contre l'ordre naturel des choses ».

« Certains éléments laissent entrevoir une forte mobilisation, comme l'implication des militants lors de la consultation citoyenne des états généraux de la bioéthique. Mais cinq ans après la loi Taubira, la dynamique de mobilisation est difficile à tenir, analyse Jérôme Fourquet, directeur du département opinion publique à l'Ifop. Beaucoup d'éléments manquent aujourd'hui pour se lancer dans des prédictions. Quel sera le calendrier du texte ? Une faible popularité de Macron pourrait-elle venir gonfler les voiles de la mobilisation ? Dans les sondages, on voit que 40 % des Français sont acquis à la PMA pour toutes et que 40 % y sont réfractaires. 20 % se prononcent pour ou contre en fonction de la manière dont la question est posée, soit en insistant sur le désir d'enfant soit en interrogeant les droits de l'enfant ».

« Le sujet de la procréation et de la parentalité concerne tout le monde. On est bien au-delà de la loi Taubira, défend de son côté Tugdual Derville, délégué général d'Alliance Vita. L'autorisation d'une procréation artificielle, qui prive délibérément les enfants de père, et l'émergence d'un marché de la procréation sont des sujets qui ont un écho bien au-delà de l'opposition au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels. Ils peuvent aussi mobiliser bien au-delà de la droite. Nous ferons tout pour lancer un grand mouvement social pour nous opposer. Mais peut-être avec un nouveau logiciel et un collectif renouvelé ». La contestation pourrait-elle agréger des voix de gauche, des antilibéraux ? Certaines personnalités, comme le député européen écologiste José Bové, ont exprimé publiquement leur opposition à l'extension de la procréation médicalement assistée. Au Corp (Collectif pour le respect de la personne), mené par la philosophe Sylviane Agacinski, le sujet divise. Le collectif organise, pour sa part, un colloque ce samedi pour lancer une coalition internationale pour l'abolition de la maternité de substitution (CIAMS). Pourrait-il aussi s'opposer à l'ouverture de la procréation médicalement assistée ? Ses membres redoutent-ils un basculement de la PMA pour toutes à la GPA ? « Nous souhaitons montrer que l'opposition à la gestation pour autrui n'est ni homophobe ni conservatrice, explique Ana-Luana Stoicea-Deram, membre du collectif. Mais nous ne prenons pas de position publique contre l'extension de la PMA car ce sujet ne fait pas consensus dans le collectif et la PMA n'implique pas l'instrumentalisation du corps d'autrui. Nous sommes cependant très attentifs à la tournure que prendront les débats sur la révision de la loi de bioéthique ».